



**Arrêté temporaire n°26-AT-0217
Portant réglementation de la circulation**

AVENUE GANTIN

Le Maire de la ville de Rumilly,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal du 26 avril 2026 portant délégation de signature au profit de Mme BOICHET-PASSICOS,

VU la demande émise par l'**entreprise PEAK IMMOBILIER** domiciliée 21 rue Charles de Gaulle 74150 RUMILLY pour le compte de l'**entreprise ETANCHEITE MESSINA** domiciliée 365 ZI des Grives 74150 MARIGNY SAINT MARCEL aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

VU le règlement général de la circulation urbaine et les divers arrêtés s'y rapportant,

CONSIDÉRANT que des travaux d'étanchéité de toiture et la conception des lieux où se déroule le chantier nécessitent une modification de la circulation des véhicules,

ARRÊTE

Article 1

Le 24/08/2026, les prescriptions suivantes s'appliquent face au 46 AVENUE GANTIN :

- La circulation des cycles et cyclomoteurs et piétons est interdite le 24 août de 7h à 16h ;
- Un rétrécissement de chaussée, compte tenu d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h.

Article 2

La signalisation réglementaire nécessaire sera mise en place et maintenue en l'état par l'entreprise ETANCHEITE MESSINA.

Article 3

Chacun, en ce qui le concerne, est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rumilly, le 03 août 2026

Pour le Maire,

Signé par : CHRISTINE BOICHET-PASSICOS
Date : 04/08/2026
Qualité : 3ème ADJ MAIRIE



DIFFUSION:

- MESSINA
- Brigade de Gendarmerie
- Président de la communauté de commune
- J'Y BUS
- PEAK IMMOBILIER
- Pompes Funèbres GANDY

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Grenoble ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de l'arrêté peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.